

Communiqué du comité de soutien aux inculpés du 23.09

L'antifascisme n'est pas un crime Nos luttes sont légitimes !

Les 22 et 23 septembre 2021, sept militants antifascistes lyonnais ont été interpellés dans le cadre d'une affaire politique montée de toutes pièces par la Préfecture. Jeudi 23 septembre, quatre d'entre eux ont été placés en détention en l'attente de leur procès qui aura lieu le 4 novembre.

Cette affaire fait suite à une altercation survenue lors d'une manifestation contre le pass sanitaire en août avec des nervis du groupe intégriste catholique d'extrême-droite Civitas. Les supposées victimes n'ayant pas porté plainte, le parquet s'est auto-saisi de l'affaire et a demandé le placement en détention de l'ensemble des prévenus. Quatre d'entre eux ont donc été incarcérés après leur passage devant le juge des libertés et de la détention dans le cadre d'une comparution à délai différé. Cette procédure récente à caractère exceptionnel vise à mener une justice expéditive ne laissant pas le temps aux inculpés de préparer leur défense.

Malgré l'absence de plainte, les chefs d'inculpation sont :

- Violences volontaires en réunion n'ayant pas entraîné d'ITT (interruption temporaire de travail).
- Groupement en vue de la préparation de violences contre les personnes ou de destructions ou dégradations de biens durant une manifestation.
- Participation à une manifestation non déclarée.
- Refus de donner leur code de déchiffrement (téléphone portable).

Ces inculpations fantaisistes et arbitraires s'inscrivent dans le cadre d'une véritable offensive de la Préfecture contre les militant-es antifascistes lyonnais.es depuis plusieurs mois (harcèlement policier, poursuites judiciaires délirantes, campagne sur les réseaux sociaux, etc.). Acharnement auquel contribuent les différentes prises de positions politiques autour du combat antifasciste : il y a quelques semaines, Laurent Wauquiez menaçait ainsi de retirer les subventions d'une salle de spectacle accueillant le Lyon Antifafest.

Ces différentes attaques ne sont pas le fruit du hasard. L'extrême droite a voix aux chapitres partout dans les médias. Dans toutes les villes, des groupuscules d'individus racistes, misogynes, antisémites, homophobes, transphobes, etc. ne cessent de partir en chasse contre celles et ceux qu'ils veulent épurer. A Lyon, ces groupuscules disposent de salles pour organiser leurs ratonnades et leurs agressions contre des manifestant.es ou des locaux militants. Ils agissent en toute impunité et ne font jamais l'objet d'aucune poursuite pendant que nos luttes sont criminalisées.

Le parquet aux ordres, les juges d'instruction et leurs associations de malfaiteurs, les juges des libertés qui en privent seulement celles et ceux de notre classe, agissent de concert dans l'intérêt de ceux qui prônent la haine. Nous ne sommes pas de ce camp-là. Nous ne laisserons pas nos camarades se faire enfermer par un pouvoir qui protège les pires ordures fascistes sans rien faire.

**L'antifascisme n'est pas un crime et nos luttes sont légitimes !
Libération immédiate pour nos camarades !
Relaxe pour tous les inculpés du 23/09 !**

Le comité de soutien aux inculpés du 23 septembre

Contacts :

Mail : comitesoutien2309@riseup.net

Facebook : Comité de soutien aux inculpés du 23.09

Instagram : [comite_soutien_2309](https://www.instagram.com/comite_soutien_2309)